

Après Washington, l'Europe hausse le ton contre le secret bancaire

Le Monde

Après les poursuites initiées par les autorités américaines contre la banque suisse UBS, qui refusait de livrer au fisc américain le nom de ses clients, c'est au tour des Européens de s'attaquer au secret bancaire. Le ministre des finances britannique, Alistair Darling, s'en est violemment pris aux banques suisses ce dimanche dans une interview à l'hebdomadaire [The Observer](#). *"Le secret qui permet aux gens d'abriter leur fortune sans payer d'impôts comme il se doit, on ne peut pas le tolérer. C'est injuste pour ceux qui n'ont pas d'autre choix que de payer. C'est l'une des choses que la Suisse doit régler. Si (la Suisse) veut faire partie de la communauté internationale, elle doit être ouverte"*, a-t-il déclaré.

M. Darling a souligné que les autorités helvétiques devraient réformer les lois fiscales et bancaires du pays pour les aligner avec celles en vigueur en Europe. The Observer note toutefois que la Grande-Bretagne n'est pas vraiment le meilleur élève de l'Europe en matière de transparence fiscale, puisque la City de Londres est à l'origine de nombreux systèmes permettant aux plus riches "d'optimiser" leurs paiements aux impôts grâce aux territoires offshore qui se trouvent sous la protection de la Couronne britannique. Par ailleurs la Grande-Bretagne a traîné les pieds avant de participer aux réformes destinées à apporter plus de transparence dans les paiements des impôts dans les différents pays européens pour lutter contre l'évasion fiscale.

Dimanche après-midi, la chancelière allemande Angela Merkel a elle aussi montré du doigt *"les paradis fiscaux"*, sans toutefois mentionner la Suisse. A l'issue de la réunion des pays européens membres du G20, Angela Merkel a déclaré que l'Europe était d'accord pour soutenir une politique de sanctions à l'encontre des paradis fiscaux.

PROTESTATIONS DE LA SUISSE ET DU LUXEMBOURG

La Suisse et le Luxembourg ont répliqué aux accusations ce dimanche. La confédération helvétique a annoncé qu'elle annulait sa participation à une réunion sur la fiscalité au Sénat américain, regrettant *"que le Département américain de la justice ait menacé l'UBS de mesures unilatérales malgré la collaboration de la banque et des autorités helvétiques avec les autorités américaines"*. UBS avait livré cette semaine les noms de 300 de ses clients, suspectés d'évasion fiscale aux Etats-Unis, à travers un accord à l'amiable. Insuffisant, juge le fisc américain, qui réclame des informations sur 52 000 comptes de la banque. Le ministère de la justice américain a engagé des poursuites pour obtenir ces informations.

De son côté, le ministre des affaires étrangères luxembourgeois, Jean Asselborn, a plaidé pour une *"redéfinition"* du secret bancaire, estimant que son abolition porterait préjudice à l'ensemble de l'Europe. *"Nous avons 150.000 travailleurs qui traversent la frontière chaque jour pour venir travailler. Quelque 73.000 viennent de France et le reste d'Allemagne et de Belgique. Si notre système bancaire est détruit, ce n'est pas un désavantage uniquement pour le Luxembourg mais pour l'ensemble de la région"*, estimait-il ce dimanche dans les colonnes du quotidien Sonntag. Selon M. Asselborn, une abolition abrupte du secret bancaire provoquerait un reflux des capitaux hors du continent et des pertes d'emplois.

REDÉFINIR LE SECRET BANCAIRE

M. Asselborn estime toutefois que le secret bancaire *"doit peut-être être redéfini"*, et qu'*"au 21e siècle, le Luxembourg ne (peut) pas baser son économie uniquement"* sur lui. Avec la Suisse, le Luxembourg dispose de lois garantissant la stricte confidentialité des titulaires de comptes bancaires.

Vendredi, le Liechtenstein, également suspecté d'abus du secret bancaire, avait lui aussi été montré du doigt par Berlin. La justice allemande avait confirmé qu'elle menait une enquête sur Max zu Liechtenstein, premier membre de la famille princière du Liechtenstein vivant en Allemagne, et suspecté d'évasion fiscale vers la principauté.